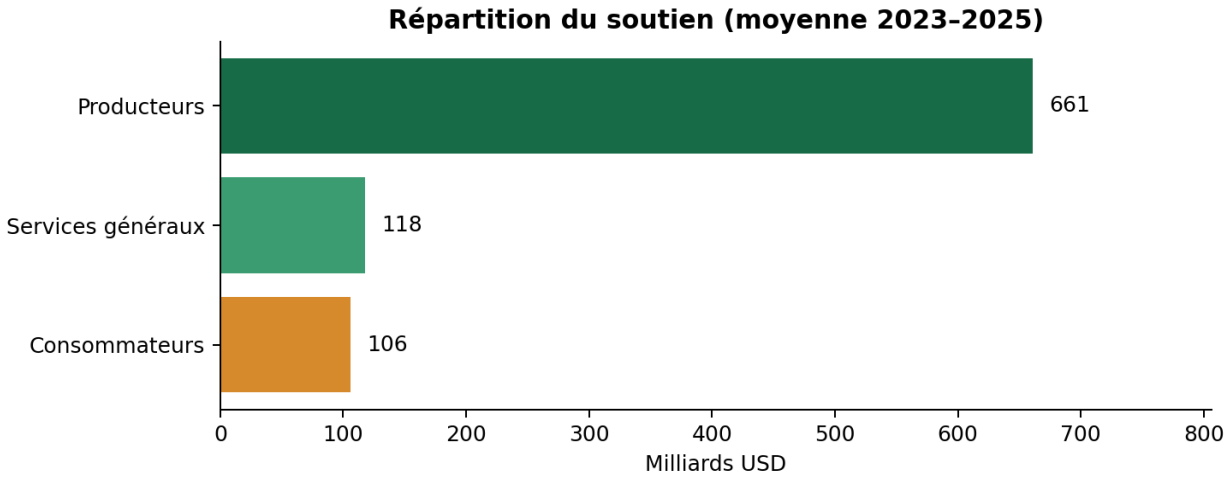
Soutien agricole mondial : qui bénéficie de plus de 950 milliards de dollars ?

Lecture du rapport OCDE 2026 et enseignements pour le Maroc et la région Fès–Meknès

Le soutien à l’agriculture dans 56 économies a dépassé 950 milliards de dollars en 2025, soit environ 15 % de plus qu’en 2023. La question centrale n’est pas seulement celle du montant mobilisé, mais aussi celle de la répartition, des effets sur les prix, de la productivité et de la résilience climatique.

1. Volume et composition du soutien

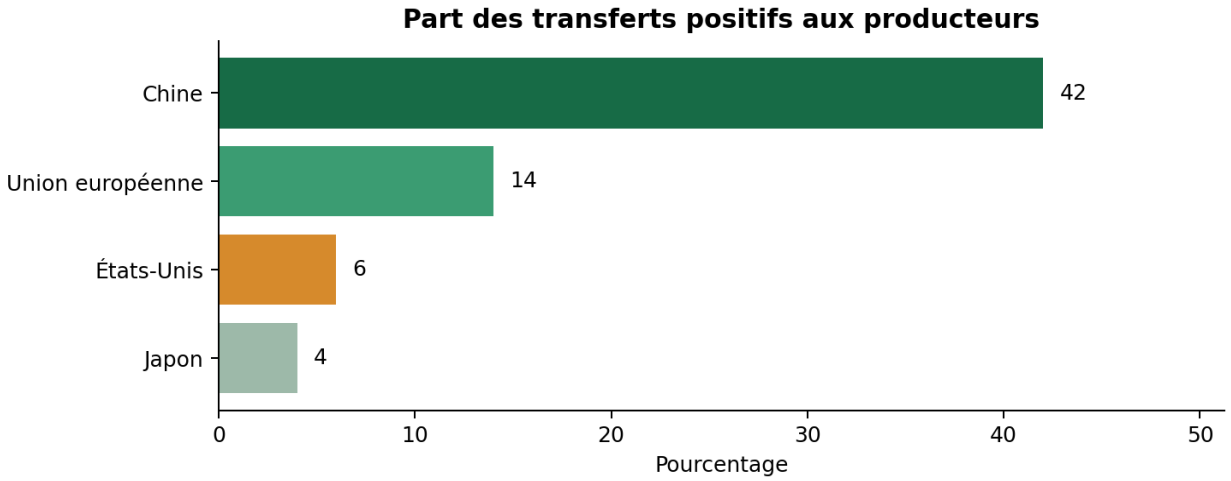
Indicateur	Valeur
Soutien total en 2025	Plus de 950 milliards USD (estimation)
Évolution par rapport à 2023	Environ +15 %
Soutien annuel moyen 2023–2025	885 milliards USD
Économies couvertes	56



Les montants du graphique représentent une moyenne annuelle sur 2023–2025. Le soutien OCDE inclut les transferts budgétaires et certains transferts liés aux écarts de prix, pas seulement les subventions versées par l’État.

2. Quels pays soutiennent le plus leurs agriculteurs ?

La réponse dépend de l’indicateur : volume absolu de transferts ou poids du soutien dans les recettes agricoles. La taille de l’économie agricole influence fortement le premier indicateur.



Parts approximatives des transferts positifs aux producteurs, moyenne 2023–2025. Il ne s’agit pas de parts du total de 950 milliards USD.

En proportion des recettes agricoles, le soutien atteint environ 50 % en Norvège et en Suisse, contre environ 13 % en moyenne dans l’échantillon étudié. Le cas de l’Inde illustre la nécessité de distinguer transferts positifs et négatifs selon les produits et les politiques de prix.

3. Les mécanismes marocains de soutien agricole

Le Maroc ne fait pas partie des 56 économies de cette édition de l'OCDE. Les dispositifs nationaux sont donc présentés à titre de comparaison qualitative, et non comme un classement OCDE.

Dispositif	Finalité et portée
Fonds de développement agricole (FDA)	Soutien à l'investissement : irrigation localisée, matériel agricole, plantations, agrégation et certaines prestations éligibles. Les taux et plafonds varient selon les projets.
Programme de reconstitution du cheptel	Enveloppe exceptionnelle annoncée de 12,8 milliards de DH : alimentation animale, maintien des femelles reproductrices et autres mesures d'accompagnement.
Investissements publics et services	Aménagements hydro-agricoles, infrastructures, recherche, conseil et développement rural.

Attention à la comparabilité

Les crédits du budget sectoriel marocain ne peuvent pas être assimilés directement à l'indicateur OCDE, qui comprend aussi des transferts économiques induits par les politiques de prix. Une comparaison chiffrée demanderait un calcul harmonisé, par produit et par instrument.

4. Enseignements possibles pour le Maroc

Mesurer les résultats : rapprocher les montants engagés des gains de productivité, du revenu et de la valeur ajoutée agricole.

Évaluer l'efficacité hydrique : distinguer les économies d'eau à l'échelle de l'exploitation de la réduction effective des prélèvements à l'échelle du bassin.

Renforcer la résilience : articuler aides de crise, gestion des risques, assurance et investissements structurels.

Investir dans l'innovation : recherche, transfert technologique, infrastructures collectives et conseil agricole.

Examiner la distribution : apprécier les effets selon la taille des exploitations, les filières et les territoires bour et irrigués.

5. Application à Fès–Meknès

Une évaluation régionale pourrait suivre quatre indicateurs complémentaires : montant d'aide par bénéficiaire ou hectare, évolution des rendements, consommation réelle d'eau et évolution du revenu agricole. Les filières céréalière, oléicole, arboricole et animale offrent des terrains d'analyse distincts.

Conclusion

La performance d'une politique agricole ne se résume pas au volume des subventions. Les aides d'urgence et les investissements productifs répondent à des objectifs différents ; leur complémentarité doit être appréciée à partir de résultats mesurables et de leurs effets dans la durée.

Question structurante : quelle valeur ajoutée, quel revenu supplémentaire et quelle économie effective de ressource en eau sont générés par million de dirhams d’aide publique ?

Sources et précautions

OCDE, Agricultural Policy Monitoring and Evaluation 2026 ; Agence pour le développement agricole, dispositifs de soutien de l’État ; communications publiques marocaines relatives à la reconstitution du cheptel. Les données internationales sont celles citées dans l’analyse initiale et les propositions pour Fès–Meknès constituent des pistes d’évaluation, non des conclusions officielles de l’OCDE.

Références :
https://www.oecd.org/en/publications/agricultural-policy-monitoring-and-evaluation-2026_2c7f3be1-en/full-report.html | https://www.ada.gov.ma/fr/soutien-de-letat